

Print

La guerre froide a commencé... dès le 16 Juillet 1945

De [Comaquer](#)

Global Research, septembre 03, 2015

[Comaquer, Bulletin n° 294- semaine 36](#)

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-guerre-froide-a-commence-des-le-16-juillet-1945/5473608>

L'Histoire officielle fait remonter le début de la guerre froide à deux annonces, la première celle de Winston Churchill -photo- dans son discours prononcé le 5 Mars 1946 à l'Université de Fulton (Etats-Unis) la seconde, celle de Truman, le 12 Mars 1947 dans son discours au Congrès. Il est à noter que ces deux déclarations de guerre à l'URSS ne constituent aucunement une réponse à des menées agressives de l'adversaire ainsi désigné.

Le discours de Fulton qui dénonce le « rideau de fer » tombé sur l'Europe montre tout le contraire de la volonté de rechercher un traité de paix entérinant la chute du nazisme et fixant les règles de gouvernement des pays occupés par les alliés à l'occasion de la campagne de riposte à l'agression nazie. Celui qui tire le rideau de fer décide unilatéralement que les pays qui sont à l'Ouest de ce

rideau sont sous sa coupe et délimite d'un seul geste qui portera effet pendant 45 ans le camp ennemi et considère que le partage de Yalta qu'il a lui-même effectué n'est plus un accord entre alliés mais une division entre puissances hostiles. Ce discours et ses objectifs stratégiques laissent pantois devant la rapidité du renversement d'alliance et sur le cynisme qui y préside. Après avoir fait les louanges de l'URSS et de ONCLE JO (Staline) et avoir fait applaudir son nom par la Chambre des communes, Churchill siffle la fin de partie et l'allié d'hier devient l'adversaire total car la contribution décisive de l'URSS à la victoire alliée lui à attiré un immense courant de sympathie tant dans les pays libérés par l'Armée Rouge qu'en Europe occidentale et dans les pays colonisés.

L'enchaînement chronologique des faits ne laisse aucun doute sur le fait que l'URSS n'a fait que riposter à des actions occidentales unilatérales : unification des trois zones d'occupation occidentales de l'Allemagne pour constituer une RFA soumise, torpillage progressif de la Fédération Syndicale Mondiale, torpillage de l'Organisation internationale du commerce préparée par la conférence de La Havane et dont la Charte qui en est issue constituerait encore aujourd'hui la meilleure antidote possible aux débordements du capitalisme transnational organisé au sein de l'OMC. (l'article « Charte de la Havane » de Wikipédia l'explique bien)

Revenons au grand basculement de la période qui sépare la capitulation du Reich de celle du Japon. Dans les deux cas l'URSS, pour qui les deux fascismes allemand et japonais sont des ennemis mortels puisqu'ils ont signé contre elle le 24 Novembre 1936 le pacte Anti Komintern, a exigé une capitulation sans conditions. Elle va l'obtenir en Allemagne en conduisant elle même les opérations militaires qui détruisent le Reich. En effet il est établi que du côté occidental Eisenhower ne voyait pas d'intérêt à conduire la bataille pour la prise de la capitale, supposant que cette ultime bataille livrée par le Reich pour sa survie serait très couteuse en hommes. Les armées anglaises et américaine avancées jusqu'à l'Elbe et bloquant les troupes nazies du front de l'Ouest se contentèrent de bombarder Berlin avant l'assaut définitif par l'armée soviétique (19 avril 1945). Encore est-il notable que Berlin, à l'inverse des villes martyres de Dresde et d'Hambourg, ne fut détruite qu'à 30%. La bataille de Berlin fut très dure, maisons prises une à une, Reichstag défendu jusqu'au dernier homme. Le chiffre des pertes de l'armée rouge dans cette ultime bataille est controversé allant de 80 000 à 300000 morts mais la propagande occidentale d'après guerre ne s'est passionnée que pour les viols de femmes allemandes par les soldats soviétiques. La chute de Berlin sanctionnée par le suicide d'Hitler puis par celui de Goebbels sanctionne non pas une simple défaite militaire du III^e Reich mais sa destruction.

Après la capitulation allemande les alliés vont se retrouver à Potsdam (quartier périphérique de Berlin) du 17 Juillet au 2 Aout 1945 pour une conférence tripartite (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne). Truman qui, à la tête de la délégation étasunienne, a remplacé Roosevelt décédé en Avril, arrive à Potsdam sachant que la veille, le 16 Juillet, le premier essai atomique des Etats-Unis a réussi. Il n'en fait la confidence à Staline que le 27 Juillet mais celui-ci ne marque guère de surprise. Il est déjà informé par les services de renseignement soviétiques. La fabrication des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki peut commencer et Truman pense être désormais en possession d'une arme terrorisante donnant aux Etats-Unis un avantage stratégique décisif sur l'adversaire soviétique qui est encore officiellement un allié.

Mais la conférence ne peut régler que les conditions de fin de conflit en Europe puisque la guerre continue en Asie. Il n'en sort donc aucun traité, aucun engagement formel pour le long terme. La seule disposition adoptée est la mise en place de réunions régulières, dénommées « Conseils des ministres des Affaires étrangères » des vainqueurs. Ces conseils réunissent donc : Etats-Unis, URSS, Grande Bretagne, France et Chine nationaliste et vont se réunir régulièrement à Londres.

L'achèvement de la guerre en Asie et la question de la participation de l'URSS au combat ont évidemment été abordés pendant les réunions à Potsdam. Il est établi que l'URSS s'est engagée à intervenir sur le front asiatique trois mois après la capitulation allemande, temps nécessaire pour déplacer à l'autre bout du continent tous les moyens militaires nécessaires soit rien moins que 39 divisions, 1 500 000 hommes, et près de 4000 avions. L'engagement est effectivement tenu et le 8 Aout 1945, deux jours après le bombardement d'Hiroshima, et la veille du bombardement de Nagasaki, l'URSS déclare la guerre au Japon et passe immédiatement et puissamment à l'action. Les résultats sont spectaculaires : l'armée japonaise de Mandchourie est balayée, la Corée, colonisée par la Japon depuis 1910 est libérée, l'URSS s'empare de la moitié sud de l'île de Sakhaline et de l'archipel des Kouriles, territoires arrachées par le Japon impérial à la Russie tsariste en 1905, et menace la grande île d'Hokkaido.

C'est-à-dire que l'armée soviétique se trouve en position d'envahir le Japon et de rééditer son opération achevée à Berlin le 8 Mai, c'est-à-dire d'obtenir la capitulation sans conditions du Japon qu'elle a réclamée à Yalta comme à Potsdam. Mais l'URSS demande l'accord des Etats-Unis, son allié, pour cette opération décisive. Or, Truman ne l'entend pas ainsi et organise un coup furré diplomatique parfaitement décrit par l'historien irlandais Geoffrey Roberts dans son livre « Les guerres de Staline » (Editions Delga – 2014). En substance Truman, qui a négocié séparément une capitulation japonaise avec maintien au pouvoir de l'empereur, omet de répondre aux télégrammes de Staline qui a demandé l'accord de son allié pour l'invasion d'Hokkaido et rappelé l'exigence soviétique de capitulation sans conditions et avant que l'armée rouge ait mis le pied sur Hokkaido, le 2 Septembre Japon signe sa capitulation entre les mains du général étasunien Sutherland à bord du croiseur Missouri ancré en rade de Tokyo. Le Japon tombe donc sous l'unique tutelle des Etats-Unis. L'URSS est mise devant le fait accompli. Le procès de Tokyo ne sera qu'une pale copie du procès de Nuremberg, l'empereur, généralissime en chef, n'étant pas poursuivi.

La page de l'alliance est tournée dans les faits. A l'inverse de la situation allemande, il n'y aura pas de face à face entre puissances occupantes sur le sol du Japon qui restera sous la coupe directe du général Mac Arthur jusqu'en 1952 et qui abritera jusqu'à aujourd'hui des troupes US dans l'archipel d'Okinawa. Le seul face à face militaire Etats-Unis/URSS dans la région aura lieu en Corée où il débouchera sur un conflit très dur où la République populaire de Chine Communiste proclamée le 01.10.1949 jouera sur le terrain un rôle décisif et sur la division du pays toujours existante sous le régime d'un simple armistice.

Dans la période tendue qui sépare la capitulation du Japon et le déclenchement de la guerre de Corée, et qui voit les Etats-Unis intervenir sans succès – mais avec de faibles moyens- en Chine pour essayer de sauver Tchang Kai Check et le régime nationaliste, le déséquilibre stratégique du fait de la détention de l'arme atomique par les Etats-Unis, des tensions en Europe du fait du non respect par les occidentaux de la gestion quadripartite de l'Allemagne et des énormes impératifs de la reconstruction d'un pays dévasté conduisent l'URSS à une position prudente. Cependant dès le 20 Aout 1945, le jour même de l'annonce de la capitulation du Japon, Staline confie à Beria la mission de rattraper le retard soviétique en matière d'armement atomique. Mission accomplie : 4 ans plus tard, le 29 Aout 1949, l'URSS fait exploser sa première bombe atomique. La première annonce publique vient de Washington qui surveille la situation de près et a, dès Avril, mis en place le contre-feu : l'OTAN, organisation qui lui garantit une présence militaire lourde et indéfinie en Europe de l'Ouest. L'URSS se contente de confirmer. La destruction de l'URSS est ainsi reportée de 40 ans mais elle ne cessera jamais d'être un objectif central de la politique dominatrice des Etats-Unis qui, faute de pouvoir l'attaquer militairement, mettront au point un arsenal très sophistiqué de techniques politiques, psychologiques, économiques et médiatiques pour affaiblir l'adversaire. Le « rideau de fer » annoncé par Churchill servira tout autant de fortification européenne avancée du camp étasunien que de protection du « camp socialiste » et la fameuse « construction européenne » ne prend son sens que dans ce dispositif stratégique.

ANNEXES

Les séquelles peu connues de la seconde guerre mondiale en termes de droit international

La Conférence de San Francisco qui se tient du 25 Avril au 26 Juin 1945 (donc qui s'achève avant la guerre en Asie) débouche sur le vote unanime de la Charte des Nations Unies par les 50 Etats qui ont déclaré la guerre aux puissances de l'AXE c'est-à-dire l'Allemagne, l'Italie et le Japon. La Charte des Nations Unies qui n'a subi, depuis, que peu de retouches est donc une condamnation sans appel des Etats qui ont agressé leurs voisins et donc constitue la pierre angulaire de l'édifice des Nations Unies : la nation qui en agresse une autre a juridiquement tort. Le jour du vote qui se fait par appel nominal la Chine premier pays envahi par une puissance de l'Axe est appelée à voter la première.

Même s'ils sont depuis devenus membres de l'ONU, les trois agresseurs continuent depuis 70 ans à subir une restriction de leur souveraineté militaire et politique : interdiction de l'arme nucléaire, présence de troupes étasuniennes sur leur sol, pas de siège permanent au Conseil de sécurité.

Bien que cette donnée soit le plus souvent masquée et que les trois pays s'accommodent diversement de cette situation. L'Italie, bien, L'Allemagne assez bien tout en s'efforçant de prendre de plus en plus sa place dans de grandes négociations internationales – exemple : le récent accord avec l'Iran- le Japon assez mal comme le démontrent les tentatives de l'actuel Premier ministre Shinzo Abe de transformer les forces de défense japonaises en véritable armée, la disposition demeure dans le texte de la Charte.

A aucun moment depuis 1945 les Etats-Unis n'ont évoqué la possibilité de la faire disparaître et s'ils ont laissé l'Allemagne et le Japon redevenir de grandes puissances économiques ils gardent ces deux pays fermement dans leur camp sous leur parapluie nucléaire.

Quelques rappels de la Charte des Nations Unies

Préambule : Nous, peuples des Nations Unies,

Résolus

à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,

à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,

à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,

à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Article 53

Le Conseil de sécurité utilise, s'il y a lieu, les accords ou organismes régionaux pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité. Toutefois, aucune action coercitive ne sera entreprise en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de sécurité ; sont exceptées les mesures contre tout État ennemi au sens de la définition donnée au paragraphe 2 du présent Article, prévues en application de l'Article 107 ou dans les accords régionaux dirigés contre la reprise, par un tel État, d'une politique d'agression, jusqu'au moment où l'Organisation pourra, à la demande des gouvernements intéressés, être chargée de la tâche de prévenir toute nouvelle agression de la part d'un tel État.

Le terme « État ennemi », employé au paragraphe 1 du présent Article, s'applique à tout État qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente Charte.

Article 107

Aucune disposition de la présente Charte n'affecte ou n'interdit, vis-à-vis d'un État qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente Charte, une action entreprise ou autorisée, comme suite de cette guerre, par les gouvernements qui ont la responsabilité de cette action.

A Potsdam en Aout, les alliés confirment : les Etats pacifiques et les Etats restés neutres sont les bienvenus dans l'ONU

« Pour ce qui est de l'admission des autres États dans l'Organisation des Nations unies, les trois gouvernements déclarent :

« 1° Que l'Organisation des Nations unies est ouverte à tous les autres États pacifiques qui acceptent les obligations stipulées dans la Charte actuelle et qui, de l'avis de l'Organisation, ont la possibilité et la volonté de remplir ces obligations ;

« 2° Que l'admission de ces États comme membres des Nations unies aura lieu en vertu d'une décision de l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil de sécurité.

« Les trois gouvernements soutiendront, en ce qui les concerne, les candidatures de tous les pays restés neutres pendant la guerre et remplissant les conditions mentionnées ci-dessus.

« Toutefois, ils se croient tenus de déclarer que, pour leur part, ils n'appuieront pas la candidature du gouvernement espagnol actuel, qui, établi avec l'aide des puissances de l'Axe, ne possède pas, en raison de ses origines, de son caractère et de son association étroite avec les pays agresseurs, les qualifications nécessaires pour justifier son admission parmi les Nations unies. »

Accords de Potsdam – 2 Aout 1945 – Signataires : Joseph Staline, Harry Truman, Clément Attlee

La campagne de Mandchourie Aout 1945 (extrait de STALIN'S WARS de Geoffrey Roberts)

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article.

Copyright © Comaguer, Comaguer, Bulletin n° 294- semaine 36 , 2015